

**Le Projet de Développement Durable de la Pêche Artisanale
dans le Rio Grande de Buba, Guinée Bissau
Un exemple de co-gestion des ressources halieutiques au niveau local**

(par Philippe Tous, UICN)

La Guinée Bissau présente une variété de biotopes côtiers et marins de grand intérêt écologique et économique. On estime en effet que la plupart des stocks de poissons exploités dans la sous-région dépendent plus ou moins directement des conditions offertes par ces milieux, et que, dans ce pays parmi les plus pauvres d'Afrique, 65 % de la population résident dans la zone côtière et dépendent essentiellement des ressources naturelles vivantes.

La présente note traite d'une région faisant l'objet d'un projet de gestion durable basé sur une forte participation des communautés locales et de l'Etat. L'UICN y intervient avec ses partenaires depuis 1992 dans le cadre du Projet de Développement Durable de la Pêche Artisanale Locale qui touche presque tout le territoire du Rio Grande de Buba. Par ailleurs, le quart Nord-Est de cette zone, incluant le Lac de Cufada, classé site RAMSAR depuis 1996, doit devenir un Parc Naturel. L'Union Européenne et la Coopération Portugaise y travaillent depuis peu à la création d'un Centre des Aires Protégées à vocation nationale.

CONTEXTE: DES RICHESSES MAL GEREES

⊗ Un estuaire particulier ...

Située au coeur de la région des "Rivières du Sud", la région administrative de Quinara couvre 3.150 km² dans le Sud de la Guinée Bissau, et correspond pratiquement au bassin du Rio Grande de Buba. Du point de vue géologique, le Rio Grande de Buba semble être le résultat d'un effondrement sur l'emplacement d'un ancien estuaire et correspond donc plutôt à la définition d'une ria. Il n'est alimenté en eau douce que par quelques sources intermittentes, situées aux extrémités de profondes ramifications en arborescence, et la salinité est donc assez élevée. La superficie de la ria elle-même est de 285 km², et sa profondeur moyenne atteint 30 m dans le chenal principal, dépassant même 60 m dans la partie centrale. Les fonds sont composés de blocs rocheux et de sable dans la partie amont, et deviennent progressivement plus vaseux vers l'embouchure. Le marnage atteint 6 m et n'est jamais inférieur à 2,5 m, ce qui rend le milieu particulièrement dynamique (Kromer, 1994).

⊗ ... riche en poissons ...

La végétation est essentiellement constituée de forêts sèches, avec quelques îlots de forêts sub-humides. Une étroite frange de mangrove borde pratiquement tout le Rio. Les berges vaseuses et rocheuses sont riches en mollusques bivalves. La faune des poissons est à la fois caractéristique des milieux marin et estuarien, et compte une centaine d'espèces. Parmi celles-ci, on compte des poissons côtiers (Mugilidés, Cichlidés) et démersaux (Sparidés, Lutjanidés, Ariidés) sédentaires, tandis que les pélagiques d'importance commerciale (Clupéidés, Scombridés, Sphyraenidés) ne migrent dans le Rio que pour y effectuer une partie de leur cycle vital (Kromer, 1994). Parmi les 6 espèces de requins connues, il semble que les plus grandes ne passent que les premières années de leur vie dans le Rio.

⊗ ... en mammifères et en oiseaux

Parmi les mammifères marins, on note d'abord deux dauphins: le dauphin à bosse de l'Atlantique (*Souza teuszii*) et le grand dauphin (*Tursiops truncatus*), avec une population de quelques dizaines d'individus chacun. L'existence du lamantin (*Trichechus senegalensis*) est confirmée, mais le nombre d'individus indéterminé. La faune terrestre est encore assez diversifiée, même si les grands animaux sont en régression. Parmi les 7 espèces de singes présents, la plus notable est le chimpanzé (*Pan troglodytes verus*) qui occupe ici la partie la plus occidentale de sa zone de répartition. La loutre à

joue blanche (*Aonyx capensis*) est fréquente sur les berges du Rio. Sur la quinzaine d'ongulés recensés, l'hippopotame (*Hippopotamus amphibius*) semble avoir disparu ou n'être qu'occasionnel dans le lac de Cufada. Ce dernier abrite par contre de très riches populations d'oiseaux, avec au moins 270 espèces, parmi lesquelles 6 oiseaux aquatiques confèrent à la zone une importance internationale: le Pélican blanc (*Pelecanus onocrotalus*), l'Anhinga africain (*A. rufa*), la Spatule africaine (*Platalea alba*), l'Oie de Gambie (*Plectropterus gambensis*), la Sarcelle à oreillons (*Nettapus auritus*) et la Glaréole à collier (*Glaucopis pratincola*), cette dernière étant un migrateur paléarctique (Araújo, 1994).

☒ Des sociétés diversifiées

Avec 45.000 habitants en 1991, la région présente une des densités de population les plus faibles du pays. Historiquement, le peuplement semble avoir commencé au Nord du Rio Grande de Buba par l'ethnie Beafada, essentiellement animiste mais en contact au Nord et à l'Est avec l'ethnie Fula (Peule) venue du Fouta Djallon et islamisée de longue date. Venus de la région de Bissau, des Manjaques et des Pepels occupèrent assez tôt l'île de Bolama et les péninsules de l'Ouest de la région. Au Sud se rencontre surtout l'ethnie Balante, spécialiste de la culture du riz de mangrove, et dont les rapports religieux avec l'environnement sont aussi forts que les liens communautaires.

On raconte que c'est un paysan beafada qui, découvrant une zone particulièrement riche et accueillante lors d'un voyage de chasse au Sud du Rio Buba (Cubisseco), aurait décidé de s'y établir. Lorsqu'il décrivit ce site à sa famille et à son village, il le dénomma "pada", transcrivant ainsi le son du coup de feu qui tua le gibier abondant dont il s'était nourri. En portugais, la désignation de l'endroit donna "em Pada", qui devint le nom d'une des localités les plus importantes de la région. La présence d'une arme à feu fait probablement remonter cette anecdote à moins de 3 siècles.

Au cours d'une des colonisations les plus longues de l'histoire (près de 5 siècles), les Portugais instaurèrent une administration centrale à Bolama puis à Bissau, relayée à l'intérieur du pays par une caste constituée surtout de Fulas musulmans, calquée sur le pouvoir traditionnel des chefs animistes, dirigée par des "régulos" (rois). Connaissant parfaitement le milieu, ces rois bénéficiaient de protections et de privilèges et leur influence dépassait parfois celle des véritables chefs, quoique dans la région de Quinara la population n'ait jamais totalement accepté ce système. La partie Sud de la région (Cubisseco), qui s'étend entre les Rios Buba et Tombali, fut progressivement occupée par des "ponteiros" (latifundiaires) originaires de la capitale et issus de grandes familles de colons cap-verdiens, qui créèrent de grandes plantations fruitières et des palmeraies. La partie Nord, principale voie terrestre reliant Bolama au reste du pays, était plutôt vouée à la culture de l'arachide, et du riz sur les rives du Geba, permettant aux villes situées entre Bolama et Buba de devenir de prospères comptoirs commerciaux.

☒ Des bouleversements historiques...

Convaincus que les ethnies islamisées et commerçantes Peules et Mandingues étaient trop proches du pouvoir colonial, les initiateurs de la lutte armée qui devait mener à l'indépendance (1962-1974) cherchèrent à s'appuyer sur les populations animistes. Bien que les Beafadas aient constitué une situation intermédiaire du point de vue religieux, ils représentaient la population dominante dans cette zone stratégique qui devint un des principaux maquis du pays, et les premiers et plus violents soulèvements eurent lieu dans la zone d'Empada. Les représailles furent très dures: la proximité de la capitale permit en effet à l'aviation coloniale de bombarder intensément les "bolanhas" et leurs imposantes digues construites par des générations de Balantes, où était cultivé le riz de mangrove dont dépendait toute la région. C'est suite à ces destructions que les Beafadas développèrent la culture du riz pluvial, déboisant de petites surfaces de forêts moins vulnérables. Jusqu'à aujourd'hui, la récupération des plus importantes bolanhas s'est avérée quasiment impossible, les populations balantes ayant migré vers le Sud et les terres désormais ouvertes à la mer étant sursalées. Par ailleurs,

la région de Quinara resta oubliée des grands projets de développement, tandis que la culture du riz pluvial morcelait de plus en plus la forêt.

⊗ ... aux conséquences durables

La région est restée essentiellement rurale: l'ancienne capitale, Bolama, est aujourd'hui une ville-fantôme de moins de 4000 habitants aux infrastructures délabrées; la ville de Buba, avec 2000 habitants, ne dispose d'aucune industrie, les services sont absents (énergie) ou insuffisants (eau, santé, éducation), le commerce réduit à sa plus simple expression; la ville d'Empada ne s'est jamais remise des effets de la guerre et ne compte plus que 1700 âmes. Quant à Fulacunda, son statut de capitale de région n'est révélé que par la présence des autorités administratives. Malgré la bonne qualité de la route reliant Buba à Bissau, entièrement réhabilitée depuis peu, la région a vécu depuis 20 ans dans un isolement profond.

⊗ Des pêcheries artisanales sans communes mesures

Les communautés beafadas ne se sont jamais livrées à la pêche commerciale. Pendant des générations, la capture des ressources marines passa par des pratiques complexes mais archaïques (barrages de filets végétaux), et par les relations rituelles avec les dizaines d'esprits (irās) qui gouvernent chacun un bras du Rio. La situation n'avait pratiquement pas évolué lorsque commencèrent à apparaître, dans les années 70-80, des pêcheurs étrangers venant du Nord du Sénégal. Bien organisés et disposant d'une technologie avancée, ils exploitaient rapidement et sûrement les poissons à haute valeur commerciale qu'ils exportaient en frais vers leur pays d'origine, sans s'implanter vraiment dans la région. Vivant pratiquement dans leurs longues pirogues, apportant carburant et glace, ils n'échangeaient que très peu avec la population résidente.

Au cours des années 90 apparurent d'autres pêcheurs étrangers, venant cette fois des pays du Sud (Guinée Conakry, Sierra Leone et même Ghana). Fuyant une situation de guerre ou de graves difficultés économiques, ceux-là ne disposaient que de moyens de production rudimentaires. Leurs similitudes avec les populations locales, tant du point de vue culturel qu'économique, leur assurèrent une meilleure acceptation. Ils s'installèrent en campements permanents, pratiquant surtout le fumage de l'ethmalose, qui est ensuite exportée vers les pays sahéliens. Dans ces deux cas, l'utilisation des ressources est assez intensive, sans préoccupation de durabilité. Mais la pratique du fumage conduit en outre à une large exploitation des ressources ligneuses.

Les pirogues locales sont taillées d'un bloc dans les troncs de fromager (*Ceiba pentandra*), mues à rames et plus rarement à voile (faites de sacs de riz importé), ont une durée de vie d'à peine 3 ans et, démunies de moyens de conservation à bord, ne fréquentent que des "terroirs" correspondant aux bras de mer proches des tabancas, soit de 1000 à 3000 ha, au cours de marées de moins de 24 heures. A l'inverse, les pirogues surnommées "n'hominkas" (ce qui signifie pêcheur en langue Serrer), mesurant de 12 à 20 m, propulsées par des moteurs hors-bord de 25 CV et plus, équipées de caisses isothermes de plusieurs tonnes, peuvent exploiter l'ensemble du Rio, soit près de 30.000 ha, dans les 5 à 6 jours d'un cycle de vives eaux, sans pratiquement toucher terre, avant de regagner des ports éloignés.

⊗ Les ressources forestières et l'agriculture

Les quelques siècles de peuplement de la région n'ont pas suffi à l'instauration d'un système élaboré de gestion des ressources marines. En contrepartie, il subsiste des formes très localisées de droits d'accès aux forêts (chaque tabanca possède un bois sacré où se déroulent les initiations) et aux lacs d'eau douce tels que Cufada (pêches collectives au cours de cérémonies annuelles), vestiges de la tradition animiste. Mais on observe au cours de la dernière décennie une augmentation des pratiques destructives: coupes incontrôlées des rôniers (*Borassus aethiopum*) par des groupes privés venant de

Bissau, pêche au filet dans le lac de Cufada par des pêcheurs maliens, nouveaux “ponteiros” défrichant sans mesure de nouvelles terres pour la plantation d’anacardiens (*Anacardium occidentale*), un des principaux produits d’exportation du pays. Face à ces abus, l’administration se résigne à la faiblesse chronique de ses moyens d’intervention, tandis que le très faible niveau de commercialisation des produits agricoles, et par conséquent le recul de la monétarisation, oblige les paysans locaux à la culture du riz pluvial pour leur subsistance, contribuant à augmenter encore la pression sur les sols forestiers.

LE PROJET RIO GRANDE DE BUBA

⊗ Une préoccupation exogène

Au début des années 90, prenant conscience du potentiel écologique de la région et des menaces encourues à court ou moyen terme, l’UICN propose d’appuyer un projet de gestion durable des ressources, axé sur le développement de la pêche artisanale locale et la mise en place d’un système de gestion participative des ressources halieutiques. Les populations locales ne tirent pas beaucoup de bénéfices de ces ressources et ne semblent pas très motivées par leur sauvegarde, mais le rythme de l’exploitation à laquelle se livrent les pêcheurs étrangers suscitent leur inquiétude. L’UICN conçoit donc que la pêche constitue l’enjeu de la région, à condition de se développer de manière durable au sein des communautés résidentes.

⊗ Un contexte régional pour le développement local

Bien que le concept de participation communautaire ait intégré le discours politique national depuis plusieurs années, il n’existait à cette époque que peu d’exemples concrets d’une dynamique de développement participative. Par ailleurs, la décennie s’ouvrait sur de nouveaux efforts d’intégration sous-régionale dont les enjeux dépassaient les disparités de développement entre pays. Ainsi, des accords bilatéraux prévoient que les pêcheurs de la sous-région peuvent pêcher librement dans les eaux communautaires de la CDEAO. Il est clair que cette liberté de mouvement ne fonctionne que dans un sens, mais on la justifie conventionnellement en arguant que les pêcheurs des pays les plus avancés contribuent au développement de la pêche artisanale des pays les plus pauvres par des transferts de technologie et de savoir.

⊗ Les leçons du passé

Les agents du projet comme les pêcheurs n’ignorent rien non plus de l’expérience des projets d’appui à la pêche artisanale. Une demi-douzaine se sont succédés par le passé, conduisant la plupart du temps au désengagement des populations côtières, par manque de suivi et par la mise en place de systèmes d’aide inadaptés, bénéficiant plus aux pêcheurs étrangers et aux opportunistes qu’aux locaux. Même au niveau du département ministériel chargé de la politique de développement du secteur, on doit admettre que ces projets ont échoué. Il existe donc un consensus pour laisser une assez grande marge de manoeuvre à un projet pilote d’un genre nouveau, qui se limite à expérimenter une approche plus viable. Le projet propose en effet une stratégie de dialogue simultané avec les populations et avec l’Etat, suivant trois axes: l’appui au développement, la connaissance du milieu et la mise en place d’un système de gestion adapté.

Le dialogue autour de l’appui au développement de la pêche

⊗ Des interlocuteurs de confiance

A partir de 1992, on aborde donc la phase de sensibilisation. Le personnel identifié pour cette difficile étape comprend un animateur originaire de la région de Quinara, ayant travaillé pour divers projets d’agences internationales, et un ancien professeur de l’école normale. Ce dernier, nommé directeur du projet, est né dans les îles Bijagós mais a grandi à Empada et exercé à Bolama. Il est aussi fondateur

d'une association de promotion de producteurs locaux de Quinara, la Zone Verte. Ces deux personnes sont très sensibles à tout ce qui concerne le développement de la région, et montrent une volonté de rompre avec les orientations inadéquates du passé.

⊗ L'identification d'une ressource

Les conditions sont réunies pour que la réflexion et la concertation se déroulent dans la confiance et la transparence, puisque les principaux acteurs sont de la région, voire de la famille. La première étape consiste à trouver les points de convergence entre les aspirations des pêcheurs et les idées du projet. On cherche donc à mesurer le potentiel de développement de la pêche locale, mais on s'interroge aussi beaucoup sur les formes d'organisation des pêcheurs, et sur les techniques de pêche. Les interlocuteurs s'entendent assez vite sur les nécessités de protéger certaines ressources, dont le barracuda (*Sphyraena afra*), mais il faudra que le projet prenne sérieusement en considération les besoins des communautés.

⊗ La naissance d'une institution communautaire de gestion ...

Après une année de négociations, sept groupements de pêcheurs se sont formés, auxquels il faut ajouter celui encadré par l'association Zone Verte, mais les agents du projet et le bureau de l'UICN pensent qu'il est encore tôt pour apporter l'appui tant attendu. Le problème du crédit est difficile à résoudre. Les compétences sont rares dans ce domaine, et le projet va innover en proposant de laisser le système s'organiser sur la base des rapports existant dans la société traditionnelle. La population n'a pas l'expérience de l'argent, mais lorsqu'il s'agit de biens communautaires, chez les Beafadas, l'honneur du village repose sur celui des familles, qui repose lui-même sur l'honnêteté de ses membres. Dans cette ethnie très sédentaire tout le monde s'attache à faire respecter les engagements de chacun. Afin que la communauté s'approprie ce nouvel instrument et le gère comme un bien collectif, il faut éviter que le projet gère lui-même les fonds de roulements, comme cela se pratique généralement, et prendre le risque de confier l'argent au groupe.

⊗ ... de ses règles de fonctionnement ...

Pendant les premières négociations, on a abordé ensemble tous les aspects de l'organisation. Il faut des responsables, et aussi des conseillers, qui ne sont pas forcément des pêcheurs, mais plus souvent des anciens, des "sages". Maintenant, on élabore des règles, on prévoit des sanctions. On se met aussi d'accord sur la limitation des appuis. En effet, il ne sera pas possible de satisfaire tout le monde, et il n'est d'ailleurs pas souhaitable que l'effort de pêche augmente. Il faudra donc sélectionner les premiers bénéficiaires, s'assurer qu'ils remboursent, et c'est le fonds ainsi constitué qui permettra à d'autres de profiter d'une aide.

⊗ ... et de résolution des conflits

Les groupements jugés suffisamment mûrs reçoivent enfin de petites quantités de matériel à fonds perdu, qui deviennent leur propriété. Et ce sont eux qui vont concéder le crédit à leurs membres. Une centaine de pêcheurs vont ainsi bénéficier durant 4 ans de petits crédits d'un montant moyen de 200 USD, dont le remboursement, sous le contrôle de la communauté, atteint entre 90 et 100% suivant les villages. En cas de retard de paiement, des sanctions sont appliquées si nécessaire.

L'argent de chaque groupe est conservé dans un coffre muni d'au moins 4 cadenas, dont les clés sont détenues par des personnes différentes. Le coffre n'est ouvert que lors des réunions mensuelles de remboursement, à date fixe. A cette occasion, le "bureau" du groupe appelle successivement chaque membre, lui présente sa situation financière. Chaque pêcheur peut ainsi s'acquitter au yeux de tous du montant de sa dette. En cas d'impossibilité de verser l'argent, le pêcheur est sommé de se justifier devant la

communauté, qui analyse ses arguments. En fin de session, la valeur du coffre est une nouvelle fois vérifiée, les comptes ajustés, et le coffre refermé jusqu'au mois suivant.

Le dialogue autour de la connaissance du milieu

⊗ Une autre rencontre institutionnelle

Dans le même temps, le projet a démarré un programme de recherche appliquée destiné à connaître les ressources marines et à estimer un seuil d'exploitation acceptable. Pour ce faire, il faut impliquer la seule institution de recherche nationale ayant une compétence dans ce domaine, ce qui a rapidement des conséquences intéressantes. Premièrement, les techniciens et biologistes qui dirigent ce programme ne sont pas originaires de la région, et doivent faire un effort de communication vers la population pour mener à bien leur tâche: découverte de la culture, des interdits et croyances, mais aussi constatation du faible niveau d'exploitation par les locaux, et rencontre des autres groupes d'intérêt (pêcheurs étrangers) dont l'objectif clair est l'exploitation maximum des ressources. Il y a une prise de conscience.

⊗ Une première collaboration - recherche de complémentarité

Ensuite, du point de vue des pêcheurs, c'est la première fois que des fonctionnaires de la capitale s'intéressent d'aussi près à leurs connaissances empiriques et à leur croyances, et la première fois qu'on décèle chez une organisation internationale une telle ouverture. Une confiance commence à s'installer, qui permet d'analyser patiemment les points de convergence entre ce que veut l'UICN et ce que souhaitent les pêcheurs. On avance sur les principes d'une pêche responsable: la pêche par barrage des bras de fleuve sera prohibée par les intéressés eux-même dès lors qu'elle ne sera plus justifiée par l'absence d'équipements modernes; la pêche au filet maillant doit être limitée durant les période de reproduction des barracudas et remplacée par la pêche à la ligne; les maillages doivent aussi être augmentés pour la capture des mullets là où il y a risque de surpêche des juvéniles. Ces promesses dépendent de l'appui que les pêcheurs recevront, mais on les fait sérieusement, puisque les biologistes confirment que ce sont les bonnes décisions à prendre.

Elargir le dialogue à tous les partenaires concernés par la gestion des ressources

⊗ Une institution de gestion se développe ...

Dès 1993, le Projet entreprend de réunir l'ensemble des représentants des groupements et des différents acteurs au sein d'un Comité de Coordination du projet. Dès les premières réunions, les partenaires s'accordent sur les conditions de collaboration entre le projet et les pêcheurs. La situation paraît propice au développement de la pêche suivant un objectif commun: pêcher raisonnablement, valoriser les espèces de poisson noble, respecter la ressource.

⊗ ... et un cadre légal se met en place

En 1994, lors de la quatrième réunion de coordination, les revendications des pêcheurs sont précises et étayées par les résultats des missions scientifiques menées depuis plus d'un an. Il faut prendre des mesures de conservation de la ressource, en particulier limiter l'effort de pêche visant le barracuda. Le Rio Grande de Buba s'avère être en effet une des principales zones de ponte et de croissance pour cette espèce de haute valeur, dont les stocks sont exagérément exploités en période de frai. Le Ministère des Pêches prend bonne note, et publie en Juillet 94 un décret limitant le nombre de pirogue autorisées à pratiquer cette pêche, et interdisant les filets maillants pendant la saison des pluies, période où la reproduction est la plus intense.

⊗ La gageure de l'application de la loi

Ce décret, comme beaucoup d'autres, pose un problème dans le contexte de la Guinée Bissau. Comment l'Etat, manquant d'argent et de ressources humaines, peut-il garantir son application ? Si le respect de la règle par les pêcheurs locaux eux-mêmes est acquis, il faudra la faire respecter par les autres, ceux qui ne font partie des groupements. Au cours des précédentes réunions du Comité de Coordination, ce point a été discuté avec la Direction de la pêche artisanale, en présence de l'administration locale, du roi et des ONGs. L'enjeu est sérieux, et cette fois l'Etat devra intervenir.

⊗ La décentralisation comme solution

Sachant que les contrôles par les autorités ne peuvent être permanents, ce sont les populations locales qui joueront le principal rôle de surveillance et seront ponctuellement appuyées par les services de la marine et de la pêche. Mais les pêcheurs, si individualistes qu'ils soient, vont-ils s'épier, se dénoncer ? Leur fonction sera d'informer tous les pêcheurs rencontrés, de les convaincre, et d'informer les autorités des infractions constatées. En clair, ils ne se substituent pas à l'Etat en tant que garant du respect de la loi, mais lui permettent de concentrer ses efforts et d'épargner ses maigres ressources.

En fait, la principale particularité du décret est, plus que la question des maillages autorisés, l'introduction de la question des quotas d'embarcations, concept totalement nouveau pour la pêche artisanale locale. Source de malentendus et de longues négociations, cette limitation de l'effort de pêche ne peut d'ailleurs pas encore s'appliquer véritablement par manque d'un cadre juridique suffisant, puisque les licences de pêche ne spécifient pas les zones d'intervention (le territoire national est simplement divisé en zones de pêche artisanale et industrielle), ni les engins de pêche associés à chaque embarcation.

⊗ Tous les partenaires ont besoin d'appui

En ce qui concerne les délits commis par les pêcheurs étrangers, loin de faire preuve de xénophobie, les communautés continuent de montrer une hospitalité inchangée, et se chargent d'informer systématiquement les arrivants sur les réglementations en vigueur dans le Rio. Des procédures d'information de l'administration ont été tentées (communication radio en particulier) mais n'ont pas donné une totale satisfaction. A partir de 1995, un appui limité est fourni aux services de surveillance, afin de renforcer leurs capacités d'intervention. Ce soutien, avant tout méthodologique, consiste en l'élaboration d'un programme annuel de missions de surveillance, la stratégie choisie étant basée sur les indications directement fournies par les pêcheurs locaux (nouveaux campements, zones de refuge et itinéraires des pêcheurs suspects, périodes de pratiques illégales) et sur des exigences d'efficacité tactique.

Les conflits entre intérêts individuels et collectifs révèlent une période critique

⊗ La place fondamentale des femmes

Le processus pour une utilisation durable des ressources est amorcé, mais il faut faire face aux difficultés immédiates: les familles souffrent du manque d'argent pour résoudre leurs problèmes quotidiens. Cette pénurie est surtout ressentie par les femmes, car elles sont en contact beaucoup plus direct avec le marché. Contrairement aux hommes qui pratiquent plus facilement le troc, elles sont responsables de toute la filière en aval de la pêche (transformation, conservation, transport et commercialisation du poisson), et finalement de l'achat des produits de première nécessité: produits alimentaires, savon, vêtements, médicaments. Or, leur place dans le secteur dépend de "contrats" avec les pêcheurs. Une fois revenu au port, le pêcheur ne touche plus au poisson. Il le vend au comptant aux "bideiras", sans possibilité de crédit, même lorsqu'il s'agit de sa propre épouse. Ce système fonctionne bien à petite échelle, mais avec l'augmentation du potentiel d'effort de pêche local, les femmes sont confrontées à un manque de trésorerie.

⊗ Des essais, et des échecs ...

Dès 1993, le projet s'était enrichi d'un volet "transformation du poisson selon les techniques traditionnelles". En analysant bien le marché régional, on constate qu'un des produits les plus appréciés est le barracuda semi-fermenté, enduit de piment, puis séché, couramment appelé "escalada". Cette technique a l'avantage de conserver le poisson plusieurs semaines, et d'ajouter une plus-value assez élevée au produit frais. Mais les pêcheurs locaux débarquent encore beaucoup de poissons de deuxième qualité (mulets, tilapias) auxquels cette technique ne s'applique pas. En 1994, les femmes sollicitent l'appui du projet pour tenter une expérience: aller vendre le poisson là où le marché n'est pas saturé, dans la Province de l'Est. Dans cette société en voie d'islamisation, il faut d'abord négocier avec les hommes, car les routes sont mauvaises, les marchés éloignés et mal connus, les transports rares et chers. Aussi, le projet accepte de fournir l'appui nécessaire: un véhicule et un chauffeur, et des animateurs pour assister les femmes. Ce sont donc une dizaine de femmes qui se rendent jusqu'à Gabu, à près de 200 km, avec une tonne de poisson, et beaucoup d'enthousiasme. Mais c'est sans compter avec les habitudes culturelles, et surtout alimentaires des Fulas, dominants dans la région... Finalement, le poisson frais doit être bradé.

Un des effets indirects de ce processus de transformation du poisson est le démarrage de la ... production maraîchère. Dès 1994, le projet encourage les femmes à s'organiser pour produire du piment en quantité suffisante. Avec l'appui des hommes, de petites parcelles sont aménagées en jardins collectifs. Le projet contribue aussi, en finançant le creusement de puits dans 6 localités, et en recrutant une animatrice locale, spécialisée dans le maraîchage. Rapidement, les femmes se lancent dans la production de nombreux légumes, et prennent conscience de l'amélioration de l'alimentation familiale. Trois ans après, ces 6 groupements de femmes financent l'achat de matériel scolaire avec la vente des excédents de leurs jardins.

⊗ ... dont on sait tirer les leçons

Cet échec apparent n'en est pas un. En fait, on a beaucoup appris et, en particulier, que la solution ne réside pas ici. Comme de toute façon on ne peut envisager de gérer un véhicule, et puisque l'offre ne répond pas à la demande, il faut se résoudre à des approches plus réalistes. La discussion se poursuit avec les femmes, jusqu'à ce qu'il en ressorte clairement que la commercialisation ne doit pas être opérée collectivement. De petits fonds, gérés par le groupe mais permettant aux femmes d'acheter et de vendre individuellement leur poisson, ont été mis en place. Les taux d'intérêt élevés sont fixés par le groupe, et chaque femme dégage des bénéfices substantiels, sans que les fonds de roulement perdent de leur valeur.

⊗ La réponse à l'identification de nouveaux besoins plus personnels

Parallèlement à ce mouvement des femmes, l'ensemble de la communauté ressent de plus en plus que le développement collectif dépend de la satisfaction de besoins individuels. La gestion des fonds de roulement, les rapports (pas seulement commerciaux) avec les personnes de l'extérieur, nécessitent de savoir lire, compter, pour être mieux considéré, pour ne pas être trompé, et pour mieux appréhender le monde d'une manière générale. Il ne s'agit pas cette fois de l'expression d'une revendication, mais le directeur du projet est d'abord "pédagogue": il sait "lire entre les lignes" et identifie une exigence d'éducation. En 1994, un accord est passé avec l'Education Nationale pour qu'un petit nombre d'instituteurs locaux dispensent des cours d'alphabétisation aux adultes des groupements. En échange, ces derniers entreprennent de bâtir dans les principaux villages leurs propres écoles. Cet accord, renouvelé depuis 3 ans, inclut aujourd'hui le recyclage permanent des instituteurs et la production de manuels adaptés aux activités et à la vie quotidienne des pêcheurs et des femmes.

Au bout de 3 ans, les hommes et les femmes participent ensemble aux cours; les musulmans parfois lettrés en arabe suivent aussi la formation, et environ 150 personnes ont maintenant officiellement un certificat d'études primaires. Pour l'occasion, les services de l'Education ont produit des manuels spécifiques en créole, traitant de tous les aspects de la vie quotidienne et professionnelle des habitants du Rio Grande de Buba. Ce sont les femmes qui manifestent le plus d'assiduité et tirent le meilleur bénéfice de l'alphabétisation. Plus souvent confrontées au monde extérieur, elles savent mieux que les hommes l'importance de pouvoir lire le poids indiqué par une balance, de déchiffrer l'addition d'un négociant, ou encore de signer de leur nom là où elles devaient auparavant appliquer leur empreinte digitale.

⊗ Les hommes aussi gagnent confiance ...

Vers la fin de 1995, le projet se posait des questions sur l'adéquation des instruments de concertation existant. Par exemple, le Comité de Coordination n'était-il pas un pur produit du projet ? A part l'UICN, les intéressés étaient-ils convaincus de son utilité ? De fait, l'année s'était écoulée sans que personne ne manifeste l'intention de convoquer une réunion. Mais, au début 1996, au cours d'une rencontre inter-groupements, les pêcheurs manifestèrent l'intention d'inviter les autorités de Bissau pour solliciter une aide afin de renouveler leurs équipements. Le projet ne fournissait plus de filets depuis un an, les commerçants sénégalais pratiquaient des prix prohibitifs, mais l'on savait que la direction de la pêche avait reçu un don de la coopération internationale. En Avril, le Comité de Coordination se réunit donc. Les pêcheurs présentèrent une liste justifiée de leurs besoins, et expliquèrent que, disposant de fonds propres, ils étaient prêts à payer les filets neufs. Le représentant du Ministère doutais toujours, mais invita les représentants des pêcheurs à se rendre à Bissau.

⊗ ... de même que les institutions

Comme prévu, ceux-ci arrivèrent à Bissau en Juin 96 avec d'énormes sacs d'argent (le peso était alors au cours le plus bas de son histoire) correspondant à 50% du prix du matériel sollicité, et s'engagèrent par écrit à payer le solde en deux versements mensuels avant Août. Lorsqu'ils revinrent en Juillet, nul ne s'attendait à ce que les sacs contiennent les 50% restant à payer, et pourtant ! Le Directeur de la pêche artisanale convoqua la radio, et s'étendit en éloges sur les pêcheurs de Buba, disant qu'en 20 ans on n'avait jamais vu un pêcheur s'empresse de payer ses dettes. Le président des pêcheurs expliqua très simplement aux journalistes qu'il s'agissait justement d'une question d'honneur et de responsabilité, et que cet argent, propriété de toute la communauté, avait été épargné pour ça et pour rien d'autre.

La dynamique auto-entretenu et la démultiplication des effets

⊗ Des solutions au niveau local par les locaux

A partir de 1996, d'autres voies sont imaginées pour valoriser le poisson. Par un procédé simple de salage-séchage, le barracuda se rapproche beaucoup du "bacalhau" portugais, la fameuse morue salée. Ce produit introduit par les colons est resté traditionnellement un plat de fête, importé au moment de Noël. Or, la quasi disparition des stocks de morue de l'Atlantique Nord rend le bacalhau hors de prix en Europe et a fortiori à Bissau. Le "bubacalhau" revient moins cher, et peut donc se substituer au produit importé avec des bénéfices considérables pour les femmes. Fin décembre, le nom de Buba est associé en quelques jours à un produit national de qualité, et le groupement des femmes de Buba frôle la rupture de stock.

Aujourd'hui, les 20 femmes du groupement de Buba, gèrent un fonds de 2 000 USD, initialement fourni par le projet pour l'achat de poisson frais. Les recettes de la vente du barracuda salé produit d'Août à Novembre 1996 se sont élevées à 5 000 USD, permettant

de conserver le fonds de roulement pour l'achat de poisson aux pêcheurs et le renouvellement des petits équipements, et de dégager un bénéfice de 100 USD par femme. Une tentative faite de beaucoup d'initiatives, d'improvisation et de ... matériel d'occasion, qui a soudain procuré le sentiment que l'argent pouvait exister dans ces foyers.

⊗ **Systématiser la réflexion en commun...**

Une autre démonstration du dynamisme d'auto-développement concerne la commercialisation des produits locaux. On ne compte plus les idées discutées et rejetées, ni les espoirs jamais assouvis au cours des 3 premières années. La Direction de la Pêche artisanale n'avait certes jamais fermement promis de développer des infrastructures permettant de produire de la glace à Buba, mais on continuait de croire qu'une agence de coopération ne saurait tarder à s'en occuper. A moins que ce ne soit le secteur privé, qui rechignait à parcourir les villages dispersés pour acheter des quantités de poisson jugées insuffisantes. D'ailleurs, les autres produits agricoles restaient aussi bloqués dans les zones les plus éloignées car leurs prix ne seraient jamais compétitifs une fois rendus à Bissau.

⊗ **... et s'approprier les résultats**

C'est en 1997 que surgit l'idée. Dans les villages frontaliers de la Guinée existent des foires hebdomadaires où se rencontrent producteurs et commerçants. Ce sont des marchés parfois anciens, parfois saisonniers et spécialisés, mais toujours situés à des carrefours de routes importantes, comme Buba. Qu'en pensent les différents acteurs ? Les chefs traditionnels, les pêcheurs et les femmes s'enthousiasment, l'administration locale promet d'assurer la sécurité des personnes et fournit des conseils sanitaires, les transporteurs privés s'engagent à desservir les villages les moins accessibles. En moins de deux mois, un hectare de terrain cédé par le président de secteur est nettoyé et construit de petits étals couverts. Le projet finance la diffusion d'une information sur les radios nationales et privées du pays, et annonce prudemment une périodicité de 15 jours ... à partir de la fin de la saison des pluies. Contre toute attente, la foire n'a pas cessé durant toutes les pluies et est devenue hebdomadaire. Les groupements y écoulent mille litres d'huile de palme et une tonne de poisson chaque semaine, sans publicité. L'appropriation est totale.

LES COUTS, LES BENEFICES ET LES RISQUES

⊗ **L'institutionnalisation et sa reconnaissance**

Le principal effort du projet repose sur l'institutionnalisation des groupements de base, sans nécessairement passer par leur légalisation. Pour donner les moyens de négocier à cette communauté, considérée comme le principal groupe d'intérêt et le plus susceptible de garantir la pérennité des ressources, il fallait combler les écarts du à l'isolement. Le pari de l'alphabétisation fonctionnelle est maintenant compris comme un des facteurs clefs de la dynamique et de l'auto-promotion de ces groupes, leur conférant le poids d'interlocuteurs de premier ordre face aux institutions gouvernementales.

⊗ **La décentralisation**

Le maintien de petits groupes villageois, plutôt que leur fusion dans une union plus large, renforce l'expression de la pluralité des intérêts et assure une répartition maximale des bénéfices. D'un côté, la valorisation des aspirations individuelles est respectée, et on observe de plus en plus des tendances à la spécialisation, surtout des femmes, plutôt qu'à une compétition entre groupements développant le même genre d'activité. Cette configuration n'empêche pas, à l'autre extrémité, un sentiment de cohésion au niveau de la communauté entière, qui est capable de se choisir des représentants régionaux, et de penser en termes plus globaux.

⊗ l'application des lois

Le bilan des 8 missions de surveillance réalisées en 2 ans grâce un appui financier aussi limité que possible, a montré une diminution réelle de la fréquentation du Rio Grande de Buba par les pêcheurs sénégalais, et le repli de ces derniers vers d'autres estuaires ou dans l'Archipel, où les conditions de pêche sont plus aléatoires. Pourtant, la surveillance de l'estuaire coûte moins cher ici qu'ailleurs, et les autorités y rencontrent moins de résistance ou de complicité avec les pêcheurs étrangers que dans les autres zones côtières, ce qui peut être mis au crédit de la présence permanente d'un groupe, limité certes, mais conscient de ses intérêts.

⊗ la valorisation des ressources

Le suivi assuré par le CIPA a permis de prouver que les tendances antérieures à la mise en route du projet ont été renversées:

- la stabilisation des populations de barracudas à un niveau minimum semble avoir cessé à partir de 1996 et l'on constate des migrations d'adultes reproducteurs beaucoup plus en amont du Rio, et durant des périodes plus longues;
- les captures de barracudas, qui étaient le fait des seuls pêcheurs étrangers jusqu'en 1995, ont diminué par réduction de l'effort de pêche global, mais la valeur tirée de cette ressource revient maintenant à 90% aux familles locales (5 millions CFA aux pêcheurs, autant aux femmes assurant la transformation);

⊗ La dynamique auto-entretenu par et vers un changement de mentalité

La demande de formation et de soutiens divers par les communautés du Rio Grande de Buba connaît une croissance exponentielle, résultat de la dynamique d'auto-développement endogène, de l'accès aux marchés et de l'appropriation des résultats déjà acquis. Le projet voit dans cette spirale le résultat d'une utilisation adéquate des compétences d'un partenariat étendu, qui signifie qu'une phase de transition est atteinte après laquelle cette dynamique ne sera plus réversible et où "l'état de projet" prendra fin.

⊗ Des risques et des défis subsistent

Des risques guettent toujours le Rio Grande de Buba. Ils peuvent venir de l'intérieur comme de l'extérieur de la communauté. D'une part, la population concernée est actuellement organisée en plus de 30 groupements, autour de diverses activités économiques et de formation, représentant environ 425 femmes et seulement 125 hommes. Même si une séparation des approches est nécessaire pour "coller" à la réalité sociale de division du travail, il est préoccupant de penser que les bénéfices tirés par les hommes sont moins importants et surtout moins immédiats que ceux des femmes. Dans le processus d'islamisation de la société, il y a lieu de craindre que les hommes cherchent à moyen ou long terme à inverser les tendances évolutives en cours, en privant les femmes de leurs avantages acquis, afin de garder ou de recouvrer un pouvoir qui prévalait dans une économie non monétaire.

D'autre part, la menace des pêcheurs étrangers, surtout les plus pauvres, plane toujours. Comment empêcher des flux de populations démunies de s'installer en nombre croissant dans une région encore poissonneuse et préservée ? Il est clair que les enjeux de la pêche nécessitent des mesures à un niveau plus large. C'est là que l'intégration régionale peut et doit relayer les efforts menés au niveau local.

Enfin, la conservation des ressources du Rio Grande de Buba repose sur le maintien d'un ensemble écologique dont les facteurs physiques (pluviométrie en particulier) sont primordiaux. Il y a lieu de donner au moins autant d'importance, par exemple, à la conservation du couvert forestier qu'aux ressources halieutiques, ce qui suppose l'intégration de nouveaux partenaires et l'extension de processus de concertation complexes à d'autres niveaux. L'ampleur de la tâche est à l'échelle des enjeux, que l'on espère voir profiter à de nombreuses générations.

